

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST

4 6 Boulevard de l'Industrie
BP 40114
28500 Vernouillet

Références : VAT20240500
Code AIOT : 0010007425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST implanté 4-6, boulevard de l'Industrie 28500 Vernouillet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST
- 4-6, boulevard de l'Industrie 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010007425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

–Situation de l'entreprise:

La société TSO exploite une installation de protection des métaux par poudrage sur son site de Vernouillet. Cet établissement emploie environ 30 salariés.

–Point sur le classement de l'établissement:

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2004.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

- 2565.2.a : installation de traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 18 800 l (autorisation) ;
- 2940-3.a : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques : la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 260 kg/j (autorisation) ;
- 2575 : emploi de matières abrasives, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant de 105 kW (déclaration) ;
- 2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel) : la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 4,47 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2920-2.b : installation de compression ou réfrigération fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, la puissance absorbée étant de 105 kW (déclaration) ;
- 2940-2.b : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, par tout être procédé que le « trempé » : la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 19 kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

Voir le point de contrôle n°1 en ce qui concerne les évolutions de la situation administrative de l'établissement.

–Projets et investissements:

Sans objet.

–Incidents ou accidents:

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
2	Rejets atmosphériques – caractéristiques des	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installations				
4	Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - autres installations.	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	VLE des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
8	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
10	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des rejets atmosphériques – traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphériques – autres installations	article 3.2.3.3	prescription	
9	Régulation thermique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
13	Conception des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Installations classées de l'établissement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique : 2565-2.a Libellé et régime : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, A. Nature de l'installation et volume : volume des cuves de traitement, 18 800 l.</p> <p>Rubrique : 2940-3.a Libellé et régime : Application, cuisson, séchage de peinture (poudre à base de résines organiques), A. Nature de l'installation et volume : quantité maximale de produit, 260 kg/j.</p>

Rubrique : 2910-A.2

Libellé et régime : Combustion (gaz naturel), D.

Nature de l'installation et volume : puissance thermique nominale, 4,47 MW.

Rubrique : 2940-2.b

Libellé et régime : Application, cuisson, séchage de peinture (liquide inflammable, par pulvérisation), DC.

Nature de l'installation et volume : quantité maximale de produit, 19 kg/j.

Rubrique : 2575

Libellé et régime : Emploi de matières abrasives, D.

Nature de l'installation et volume : puissance installée des machines concourant au fonctionnement, 105 kW.

Rubrique : 2920-2.b

Libellé et régime : installation de compression, D. [...]

Constats :

Observations du 27/09/2023 : L'inspection des installations classées précise qu'en ce qui concerne les rubriques 2565-2.a et 2940-3.a, en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décrets n° 2019-292 du 09/04/2019 et n° 2020-559 du 12 mai 2020), la société TSO relève à présent du régime de l'enregistrement pour ces deux rubriques. En outre, la rubrique 2920-2.b a été supprimée par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018.

Examen du plan de la chaîne de traitement de surfaces présenté par l'exploitant : le volume total des cuves affectées au traitement de surfaces (ne prenant pas en compte les baignoires de rinçage) est de 15 500 litres.

L'exploitant présente également son logiciel de suivi de ses consommations de ses peintures en poudre : sa consommation annuelle de peinture en poudre s'élève à 36 tonnes en 2021 et à 30 tonnes en 2022. En 2021 (consommation la plus importante), en retenant 220 jours travaillés par an, la consommation moyenne journalière de peinture en poudre de l'exploitant s'élève à environ 163 kg/j.

En outre, l'exploitant présente ses onze dispositifs de combustion (fours, brûleurs et tunnel de séchage fonctionnant au gaz) et précise la puissance de chacun d'entre eux : leur puissance totale cumulée s'élève à 3,5 kW.

Par ailleurs, l'exploitant déclare qu'il n'applique plus de peinture sous forme liquide.

Visite de l'installation :

- l'installation de traitement de surfaces est conforme à celle présentée sur le plan de l'exploitant (nombre de cuves de traitement équivalent, fonctions et volumes précisés sur les cuves cohérents) ;*
- il n'est pas constaté la présence de peinture sous forme liquide.*
- présence d'une cuve de stockage de propane. L'exploitant présente son contrat de fourniture de propane, daté du 30/08/2005, qui indique que la capacité de cette cuve s'élève à 35 tonnes. Cette installation est soumise à déclaration au titre de la rubrique 4718-2.b de la nomenclature ICPE (gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel).*

Constat du 27/09/2023 : L'installation de stockage de propane de l'établissement est exploitée sans la déclaration nécessaire. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir sa situation administrative actualisée.

Un porté à connaissance a été envoyé par l'exploitant au préfet d'Eure-et-Loir le 10/01/2024. Il porte notamment sur la mise à jour de la situation administrative de l'établissement et sur la déclaration de son installation de stockage de GPL.

Le constat est maintenu dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance par l'inspection des installations classées.

Constat : L'installation de stockage de propane de l'établissement est exploitée sans la déclaration nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques – caractéristiques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2024

Prescription contrôlée :

Installations :

- cabines d'application de peintures en poudre (quatre unités) [...] ;
- cabines d'application de peintures liquides (deux unités) [...] ;
- étuve de séchage de peintures liquides et fours de cuisson de peintures en poudre (cinq unités) [...] ;
- cabines de grenaillage et microbillage (trois unités) [...].

Constats :

Observations du 27/09/2023 : Visite de l'installation : le tunnel de traitement de surfaces de l'exploitant est muni d'un conduit de rejet à l'atmosphère situé au centre de ladite installation, or ce conduit ne figure pas parmi ceux réglementés par l'arrêté préfectoral du 27/10/2004.

Constat du 27/09/2023 : L'établissement comporte un conduit de rejet à l'atmosphère non réglementé. L'exploitant doit porter son existence et ses caractéristiques à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir.

Un porté à connaissance a été envoyé par l'exploitant au préfet d'Eure-et-Loir le 10/01/2024. Il porte notamment sur la mise à jour de ses points de rejet à l'atmosphère.
Le constat est maintenu dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance par l'inspection des installations classées.

Constat : L'établissement comporte un conduit de rejet à l'atmosphère non réglementé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques – traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations [...] tous les ans.

Constats :

Observations du 12 juin 2019 : L'exploitant indique que les art. 3-2-3-2 et 3-2-3-3 de son arrêté prescrivent une analyse des poussières COV, NOx et SOx uniquement, à une fréquence tous les trois

ans. Le service d'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 s'applique en sus de l'arrêté préfectoral.

Constat du 12 juin 2019 : NC1* - L'exploitant ne réalise pas annuellement de contrôle de ses rejets atmosphériques pour les paramètres suivants : Acidité totale, HF exprimé en F, Cr total, Cr VI, Ni, CN, Alcalins exprimés en OH, NOx exprimés en NO2, SO2 et NH3. Ce contrôle doit par ailleurs être transmis au service d'inspection dans le mois qui suit sa réception.

Observations du 27/09/2023 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport d'analyse des rejets atmosphériques de son installation de traitement de surfaces. Il déclare qu'il n'a jamais procédé à la mesure des concentrations des polluants susceptibles d'être émis dans les rejets atmosphériques de cette installation.

Constat du 27/09/2023 : L'exploitant ne réalise pas, tous les ans, une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis par son installation de traitement de surfaces.

L'exploitant présente un avis de passage établi par le prestataire qu'il a retenu pour la réalisation des mesures de concentration des polluants susceptibles d'être émis dans les rejets atmosphériques de son installation de traitement de surfaces. Les prélèvements ont été réalisés du 16 au 19/09/2024.

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations [...] tous les ans.

Constats :

L'exploitant déclare, que suite aux prélèvements réalisés (voir point de contrôle n° 3), il est en attente du rapport d'analyse des rejets atmosphériques de son installation de traitement de surfaces.

L'inspection des installations classées rappelle que les valeurs limite d'émission (VLE) applicables aux polluants à rechercher sont définies par l'arrêté ministériel du 09/04/2019 en ce qui concerne

les COV et les COV spécifiques (article 48) et les paramètres acidité totale, HF, Cr total, Cr VI, Ni, CN, alcalins, NOx, SO2, NH3 (article 57).

Constat : L'exploitant doit transmettre le rapport d'analyse des rejets atmosphériques issus de son installation de traitement de surfaces dès leur réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques – autres installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [...] ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

Paramètres : poussières, COV, NOx, SOx ; [...] Périodicité de la mesure : trois ans [...].

Constats :

Observations du 27/09/2023 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport d'analyse des rejets atmosphériques de ses cabines d'application de peinture et de grenaillage, mais aussi de ses études de séchage et de ses fours. Il déclare qu'il n'a jamais procédé à la mesure des concentrations des polluants susceptibles d'être émis dans les rejets atmosphériques de ces installations.

D'après le registre des produits dangereux liquides, l'exploitant ne détient pas de solvant présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou encore de composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351.

L'inspection des installations classées rappelle que les rejets atmosphériques des cabines d'application de peinture et de grenaillage, mais aussi de ses études de séchage et de ses fours, doivent respecter les fréquences d'analyse et les valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral du 21/10/2004 (tous les trois ans) et par l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (en particulier

en cas d'émission de COV annexe III).

Constat du 27/09/2023 : L'exploitant ne réalise pas, a minima tous les trois ans, une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis par ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre.

L'exploitant présente un avis de passage établi par le prestataire qu'il a retenu pour la réalisation des mesures de concentration des polluants susceptibles d'être émis dans les rejets atmosphériques de ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre. Les prélèvements ont été réalisés du 16 au 19/09/2024.

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - autres installations.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [...] ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

Paramètres : poussières, COV, NOx, SOx ; [...] Périodicité de la mesure : trois ans [...].

Constats :

L'exploitant déclare, que suite aux prélèvements réalisés (voir point de contrôle n° 3), il est en attente du rapport d'analyse des rejets atmosphériques de ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre. L'inspection des installations classées rappelle que les valeurs limite d'émission (VLE) applicables aux polluants à rechercher sont définies, pour chaque conduit concerné, par l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21/10/2014.

Constat : L'exploitant doit transmettre dès sa réception le rapport d'analyse des rejets atmosphériques issus de ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : VLE des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2024
Prescription contrôlée : HCT : 5 mg/l ; MEST : 35 mg/l.
Constats : <i>Observations du 12 juin 2019 : Le prélèvement réalisé le 05/12/2018 montre un taux d'hydrocarbures conforme mais une concentration de MES de 51 mg/l au lieu des 35 mg/l prescrits.</i> <i>Constat du 12 juin 2019 : NC4 - Dépassement en concentration en MES dans les rejets d'eaux pluviales.</i> <i>Observations du 27/09/2023 : L'exploitant indique qu'il n'a pas fait procéder à de nouvelles analyses de ses rejets d'eaux pluviales. En l'absence de telles analyses, il n'est pas en mesure de démontrer que lesdits rejets respectent les valeurs limites d'émission prescrites.</i> <i>Par ailleurs, un examen complémentaire du rapport d'analyse du prélèvement réalisé du 04/12 au 05/12/2018 par un organisme accrédité COFRAC démontre que l'exploitant a fait analyser l'indice hydrocarbures (coupe C10-C40) et non les hydrocarbures totaux (coupe C5-C40). L'inspection des installations classées note néanmoins que l'écart important entre la mesure de l'indice hydrocarbure et la valeur limite d'émission prescrite en hydrocarbures totaux permet de s'assurer du respect de cette dernière. L'exploitant veillera à faire analyser les HCT lors des prochaines analyses.</i> <i>Constat du 27/09/2023 : Les eaux pluviales rejetées par l'exploitant présentent un dépassement de la valeur limite d'émission prescrite pour le paramètre MEST.</i> L'exploitant a fait procéder à un prélèvement de ses rejets d'eaux pluviales le 12/12/2023 par un

prestataire accrédité COFRAC :

- le paramètre HCT a fait l'objet d'une analyse, la VLE correspondante est respectée ;
- la VLE en MES n'est pas respectée (78 mg/l > 35 mg/l).

L'exploitant déclare :

- qu'il a fait curer son débourbeur-déshuileur le 29/08/2024, il présente le bordereau électronique de suivi des déchets associés à cette opération ;
- que ce dépassement de la VLE prescrite en MES est dû à la conception des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales de la zone industrielle, en effet le réseau collectif en diamètre 600 mm serait insuffisant et entraîne des débordements dans son installation en cas de forte pluie. Par ailleurs le site est situé en contrebas de la route et les eaux de ruissellement de la zone industrielle pénètrent dans son établissement ;
- qu'il va faire réaliser de nouvelles analyses avant la fin de l'année 2024.

Visite de l'installation :

- le site est bien situé en contrebas du boulevard de l'industrie, les eaux de ruissellement peuvent y pénétrer au niveau du portail d'accès ;
- présence de traces de débordement au niveau des avaloirs de l'installation.

L'exploitant déclare qu'il va prendre contact avec la collectivité en ce qui concerne la collecte des eaux pluviales de la zone industrielle. **L'inspection des installations classées indique qu'il serait opportun que l'exploitant fasse également réaliser des prélèvements en amont hydraulique de son site lors de la réalisation des prochaines analyses de ses rejets d'eaux pluviales.** L'exploitant pourra alors comparer les résultats de ces mesures.

Constat : Les eaux pluviales rejetées par l'exploitant présentent un dépassement de la valeur limite d'émission prescrite pour le paramètre MEST. L'exploitant doit transmettre dès sa réception le rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2024

Prescription contrôlée :

Les zones de dangers [risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées] sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Constats :

Observations du 27/09/2023 : L'exploitant présente un plan, réalisé en 2014, sur lequel il a repéré les zones de son établissement présentant un risque d'explosion. Il déclare néanmoins que ce plan n'est plus à jour, en outre, les fréquences associées à ces zones à risque ne sont pas précisées. De plus, il n'est pas en mesure de présenter un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, fréquences associées aux zones présentant un risque de formation d'atmosphère explosible).

Visite de l'installation : par sondage, les risques associés aux cabines de peinture et à l'installation de traitement de surfaces ne sont pas signalés les consignes afférentes ne sont pas affichées.

Constat du 27/09/2023 : L'exploitant ne tient pas à jour un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées). Par ailleurs, ces zones, ainsi que les consignes correspondantes, ne sont pas systématiquement signalées au niveau de leurs accès.

L'exploitant présente le plan des zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion). Toutefois les fréquences associées aux zones ATEX (= zones de type 0, 1, 2 ou 20, 21, 22) ne sont pas précisées. L'exploitant présente un devis, établi le 12/09/2024, relatif à la réalisation du zonage ATEX de son établissement.

Visite de l'installation :

- le risque de formation d'atmosphère explosible est signalé au niveau de la cabine de peinture automatique, les consignes afférentes sont affichées ;
- les risques d'incendie et d'émanations toxiques liés au stockage de diluant sont signalés, les consignes afférentes sont affichées.

Constat : Le plan sur lequel l'exploitant a reporté les zones de danger internes à son établissement est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Régulation thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat du 12 juin 2019 : D1 - Transmettre au service d'inspection les documents techniques attestant du dispositif de chauffage des cuves.</i></p> <p><i>Observations du 27/09/2023 : Visite de l'installation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les bains de dégraissage et de dérochage sont chauffés par un brûleur au gaz, présence d'une sonde de niveau dans les bains (dispositif équipé d'un flotteur), l'exploitant déclare qu'en cas d'atteinte du niveau bas les brûleurs sont automatiquement arrêtés et une alarme lui est transmise. Il déclare également que ces dispositifs ont été installés en 2021 ; - le jour de la visite, l'installation de traitement de surfaces est à l'arrêt, le dispositif équipant les cuves précitées et permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage n'a pas pu être testé. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit vérifier périodiquement ce dispositif qui contribue directement à la sécurité des installations et que ces vérifications doivent être dûment documentées et enregistrées ; - les deux bains de passivation sont chauffés par un thermoplongeur, toutefois ces systèmes de chauffage ne sont pas équipés de dispositifs permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. <p><i>Constat du 27/09/2023 : Les systèmes de chauffage des cuves chauffées par des thermoplongeurs ne sont pas équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</i></p>

L'exploitant présente la facture, datée du 16/11/2023, correspondant à l'installation des capteurs de niveau dans les deux bains de passivation chauffés par des thermoplongeurs. Il déclare que la chauffe des bains est coupée en cas de niveau bas.

Visite de l'installation :

- présence de détecteurs de niveau dans les deux bains de passivation chauffés par un thermoplongeur ;
- la coupure du dispositif de chauffage n'a pas pu être testée car le chauffage des bains était à l'arrêt le jour de la visite.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit tester régulièrement le bon fonctionnement de ses dispositifs de coupure du système de chauffage de ses bains et assurer la traçabilité des essais réalisés.

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2024

Prescription contrôlée :

[...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]

Constats :

Observations du 27/09/2023 : Visite de l'établissement :

- les limites nord, est et sud de l'établissement sont munies d'une clôture et de portails en bon état général ;

- la limite ouest du site (entre les parcelles BH7 appartenant à TSO et BH6 appartenant à un établissement voisin) n'est pas clôturée ;
- une installation de stockage de palettes exploitée par un établissement différent est située sur la parcelle BH6. Des palettes (deux camions et un véhicule à plateau plus léger chargés d'un total d'environ 90 m3 de palettes, et deux îlots d'environ 12 m3 chacun), ainsi que deux casiers métalliques contenant chacun 24 bouteilles de gaz, sont entreposés sur la parcelle BH7 appartenant à la société TSO ;
- l'un des deux camions de palettes précités est stationné à environ 6 m de la cuve de propane de l'établissement TSO.

Constat du 27/09/2023 : La limite ouest de l'établissement n'est pas clôturée.

Visite de l'établissement :

- présence d'un mur en parpaings d'une hauteur de 2,25 m et d'une longueur d'environ 93 m en limite ouest du site, ce mur n'est toutefois pas finalisé au niveau de ses extrémités nord et sud (côté nord, une clôture sera réalisée, côté sud environ 5 m de mur restent à créer afin de poser un portail) ;
- le mur précité est équipé de deux portails. Un de ces portails, destiné à être posé à l'extrémité sud du mur, est présent sur le site et en attente de pose ;
- l'exploitant déclare que les travaux de création de cette clôture seront finalisés sous 2 mois.

Constat : La clôture équipant la limite ouest de l'établissement n'est pas finalisée.

L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024 (délai : 15/07/2024). Une action corrective est toutefois engagée et devrait être finalisée sous deux mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 27/09/2023 : Voir point de contrôle n° [10]. Présence de stockages de palettes et de bouteilles de gaz non prévus par l'étude de dangers de l'établissement.</i></p> <p><i>Constat du 27/09/2023 : Des stockages de bouteilles de gaz et de palettes non prévus pas l'étude de dangers de l'établissement sont présents le long de la limite ouest du site.</i></p> <p>Visite de l'installation : il n'est pas relevé de stockages de palettes ou de bouteilles de gaz non prévus par l'étude de dangers de l'établissement.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle [des installations électriques] est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.</p>

Constats :

Observations du 27/09/2023 : Examen du rapport de vérification des installations électrique de l'établissement réalisé par un organisme accrédité COFRAC en date du 13/01/2023 :

- 57 défauts sont signalés, dont 56 ont déjà été portés à la connaissance de l'exploitant lors des précédentes vérifications ;

- l'exploitant ne dispose pas de l'attestation Q18 associée. Il présente néanmoins l'attestation Q18 établie suite à la vérification réalisée en 2022 : elle précise que 11 défauts sont susceptibles d'entraîner un incendie ou une explosion. L'exploitant déclare que lesdits défauts n'ont pas fait l'objet d'une action corrective.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan d'action établi en vue de corriger les défauts précités.

Examen du rapport de contrôle thermographique des installations électriques de l'établissement et de l'attestation Q19 associée réalisés par un organisme accrédité COFRAC en date du 13/01/2023 : trois anomalies sont relevées. L'exploitant a complété les fiches de suivi de deux de ces anomalies, elles ont été corrigées le 14/01/2023 et le 04/05/2023.

L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 29/09/2023, une fiche de suivi et une photographie démontrant que l'anomalie résiduelle détectée lors du contrôle thermographique précité a été corrigée le 28/09/2023.

Constat du 27/09/2023 : Les installations électriques de l'exploitant sont affectées par des défauts non résorbés et sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

Examen du rapport de vérification des installations électrique de l'établissement réalisé par un organisme accrédité COFRAC en date du 10/09/2024 :

- deux défauts sont signalés, ils ont déjà été portés à la connaissance de l'exploitant lors des précédentes vérifications (l'inspection relève que 55 observations ont fait l'objet d'une action corrective depuis la vérification du 13/01/2023) ;*
- l'exploitant présente l'attestation Q18 accompagnant le rapport : un défaut est susceptible d'entraîner un incendie ou une explosion. Deux défauts ont donc été corrigés. L'exploitant déclare que le défaut résiduel a fait l'objet d'une action corrective insuffisante en raison d'une incompréhension avec son prestataire. Il présente un devis daté du 18/09/2024 relatif à la réalisation d'une intervention complémentaire visant à résorber ce défaut. Il déclare que les travaux seront réalisés lors de l'arrêt technique du site prévu en décembre 2024 car ils nécessitent une intervention sur l'installation électrique haute tension ;*
- les installations haute tension n'ont pas fait l'objet d'une vérification. L'exploitant s'engage à réaliser ladite vérification lors de l'arrêt technique prévu en décembre 2024.*

Constat : Les installations électriques de l'exploitant sont affectées par deux défauts résiduels, dont un est susceptible d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. Par ailleurs, la vérification des installations électriques de l'établissement est incomplète car elle ne porte pas sur les installations haute tension.

<p>L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024 en ce qui concerne la correction de la totalité des défauts affectant son installation électrique et susceptibles d'entraîner un incendie ou une explosion (délai 15/04/2024). Il a toutefois prévu la réalisation d'une action corrective appropriée.</p> <p>Par ailleurs, le délai associé à l'injonction relative à la correction des autres défauts affectant l'installation électrique de l'exploitant n'est pas échu (15/01/2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Conception des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits dangereux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.</p> <p>Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.</p> <p>Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p>
<p>Constats :</p>

Constat du 12 juin 2019 : NC3 - Il a été constaté que la rétention des cuves de traitement de surfaces est supérieure à 1 000 litres et ne dispose pas de déclencheur d'alarme visuelle et sonore en point bas.*

Observations du 27/09/2023 : Visite de l'installation (par sondage examen des capacités de rétention visées au point de contrôle n° 20) :

- les capacités de rétention examinées sont intègres et vides, il n'est pas constaté de produits incompatibles associés à la même rétention ;*
- la capacité de rétention de 259 m³ associée au tunnel de traitement de surfaces n'est pas munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.*

Constat du 27/09/2023 : La capacité de rétention de 259 m³ associée au tunnel de traitement de surfaces n'est pas munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Visite de l'installation :

- présence d'un dispositif permettant la détection de la présence d'eau en point pas de la capacité de rétention de 259 m³ associée au tunnel de traitement de surfaces ;
- réalisation d'un essai : l'exploitant plonge le dispositif précité dans de l'eau, cette action entraîne l'apparition d'une alarme sonore et visuelle au niveau de l'armoire de commande du tunnel de traitement de surfaces.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite